

L'ajournement

«Gray va demander pourquoi les aciéries utilisent tant de minerai importé.»

● (2220)

J'ai cru que le gouvernement allait faire quelque chose. Le 5 juin, j'ai dû constater que tout en était au même point, et je me suis rendu compte aussi que des Canadiens perdaient leur emploi et que notre balance des paiements s'aggravait davantage à cause de cette situation. J'ai donc entrepris d'écrire au ministre pour lui demander ce qui se passait. J'ai d'abord cru que sa réponse était tout à fait favorable. J'attendais donc avec beaucoup d'impatience que son cabinet annonce les détails d'une telle rencontre. Malheureusement, depuis que j'ai posé ma question, j'attends toujours une annonce.

La semaine dernière, il devint évident que la société Iron Ore of Canada se disposait à mettre à pied 3,000 travailleurs au Québec et le critique Néo-démocrate en matière économique, le député de Broadview-Greenwood (M. Rae), a posé la même question à la Chambre. C'était le 11 juin, et le ministre a répondu qu'il essayait toujours d'organiser une rencontre avec les dirigeants de la sidérurgie canadienne. C'était le 11 juin, un mois après que j'eus posé ma première question à la Chambre.

Qu'est-ce que le ministre a répondu? Il a dit qu'il demanderait à ces gens si les aciéries importaient 45 p. 100 de leur minerai. Cela lui a pris un mois. Il n'a probablement pas encore organisé de réunion pour trouver la réponse à cette question très simple. Cette affaire ne date pas d'hier. Il s'agit d'une question qui avait déjà été soulevée avant l'ouverture de la session. Elle avait été soulevée au cours des deux dernières législatures, mais le ministre essaie encore d'organiser une réunion. Dans la situation contraire, quand l'industrie veut rencontrer le gouvernement, les choses ne traînent pas.

J'aimerais citer certains propos de porte-parole de diverses aciéries du Canada publiés dans *Business Week*. Le président de STELCO, M. Gordon, a dit ceci:

Les autorités gouvernementales et les aciéries du Canada entretiennent des rapports chaleureux, à tel point que l'industrie ne semble pas ressentir le besoin d'avoir une association commerciale ou des agents de couloir pour la représenter à Ottawa.

M. Macnamara, président d'Algoma Steel, a dit ce qui suit:

Quand surgit un problème qui peut faire du tort à l'ensemble de l'industrie... nous rencontrons le gouvernement pour essayer de le résoudre. J'ignore pourquoi c'est impossible aux États-Unis, mais au moins au Canada, nous avons des gens qui nous écoutent.

L'industrie sidérurgique n'a pas de mal à se faire entendre du ministre, mais quand le ministre veut se faire entendre de l'industrie sidérurgique il n'arrive même pas à organiser une rencontre. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a parlé en termes très durs des investissements étrangers par le passé. Il a insisté sur la nécessité de contrôler nous-mêmes notre économie, mais il lui faut plus d'un mois pour organiser une rencontre.

Nous avons du minerai de fer qui dort dans les tas de laitier de Sudbury. Au parlement provincial, le Nouveau parti démocratique a réfuté l'argument suivant lequel le minerai de fer canadien ne peut pas servir à la fabrication d'acier au Canada. Bud Germa, Elie Martel et Michael Cassidy ont réfuté cet argument et les autres du même genre qu'on invoque pour

excuser la fermeture des usines canadiennes et le licenciement des ouvriers canadiens. Ce qu'il nous faut, c'est une stratégie de développement pour l'utilisation de nos ressources. Ce qu'il nous faut, c'est une stratégie industrielle qui satisfasse les besoins des jeunes, des autochtones, des mineurs et des femmes dans nos régions sous-développées. Ce dont nous n'avons pas besoin, c'est un gouvernement qui n'arrive même pas à organiser une rencontre avec les sociétés sidérurgiques. Une fois cette rencontre organisée, qu'est-ce qu'ils vont faire? S'il faut un mois pour organiser une rencontre, combien de temps va-t-il leur falloir pour se décider à faire quelque chose? Combien va-t-il falloir licencier d'autres Canadiens? Déjà 3,000 avis de licenciement sont partis depuis que nous avons posé cette question pour la première fois il y a un mois, et rien ne s'est produit.

[Français]

M. Claude-André Lachance (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Commerce)): Monsieur le président, le ministre de l'Industrie et du Commerce a eu l'occasion de se pencher sérieusement sur la question des mises à pied dans l'industrie de l'extraction du minerai de fer. C'est la récession américaine et la baisse générale de la demande qui sont à la source du problème, d'ailleurs l'état actuel de l'industrie automobile en est une illustration flagrante. En conséquence, au Canada comme aux États-Unis, l'industrie minière fonctionne au ralenti. Le MIC et le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources sont à l'écoute constante des fluctuations de l'offre et de la demande. Le gouvernement du Canada a l'intention de saisir l'industrie canadienne de la question des approvisionnements en minerai et leur source.

Très prochainement, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) et son collègue le ministre d'État (Mines) (M^{me} Erola) doivent rencontrer les responsables des approvisionnements des sociétés en cause. De plus, lors d'une réunion ultérieure, le ministre de l'Industrie et du Commerce en compagnie de hauts fonctionnaires et des responsables de l'industrie sidérurgique pourront discuter entre autres de mécanismes permettant une utilisation plus rationnelle des sources canadiennes de minerai de fer. C'est le vœu commun du gouvernement et de l'industrie de trouver les solutions appropriées à l'ensemble des questions afférentes aux approvisionnements et aux problèmes connexes. Nous sommes confiants qu'à l'issue de ces discussions des résultats tangibles seront atteints. Soit dit en passant, et pour réitérer les paroles de mon collègue de Windsor-Ouest le 12 mai dernier, nous pouvons être fiers de l'industrie sidérurgique canadienne, contrôlée à 100 p. 100 par des intérêts nationaux et qui passe pour être la plus productive, la plus efficace et la plus moderne au monde. C'est dans cet esprit que nous préconisons des politiques visant à une transformation croissante des ressources canadiennes chez nous.

M. Murphy: Quand?

M. Lachance: Et ce, pour répondre à l'honorable député, très bientôt.

● (2225)

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à 2 heures demain.

(A 10 h 27, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)